



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL COUNCIL MINUTES



PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE BAIE-D'URFÉ, TENUE AU CENTRE COMMUNAUTAIRE FRITZ, SITUÉ AU 20477, CHEMIN LAKESHORE, BAIE-D'URFÉ LE 22 JANVIER 2018 À 19 h 44, À LAQUELLE ASSISTAIENT :

MINUTES OF THE REGULAR MEETING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE TOWN OF BAIE-D'URFÉ HELD AT THE FRITZ COMMUNITY CENTER LOCATED AT 20477 CHEMIN LAKESHORE, BAIE-D'URFÉ, ON TUESDAY, JANUARY 22, 2018 AT 7:44 P.M., AT WHICH WERE PRESENT:

La mairesse / The Mayor:

Maria Tutino, présidente / Chairperson

Les conseillers / Councillors:

Michel Beauchamp
Kevin M. Doherty
Andrea Gilpin
Wanda Lowensteyn
Lynda Phelps
Janet Ryan

Formant le conseil au complet. / Forming the entire Council.

Également présents / Also in attendance : Jacques DesOrmeaux, directeur général / Director general
Cassandra Comin Bergonzi, Greffière / Town Clerk
Christian Bernier, directeur des Travaux publics / Director of Public Works
Julie MacDowell, trésorière / Treasurer.

A. OUVERTURE DE LA SÉANCE

A. OPENING OF THE MEETING

La mairesse déclare la séance ouverte à 19 h 44 et souhaite la bienvenue aux membres du public présents.

The Mayor called the meeting to order at 7:44 p.m. and welcomed the public in attendance.

B. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

B. ADOPTION OF THE AGENDA

2018-01-17

Il est proposé par la conseillère Ryan, appuyé par la conseillère Lowensteyn

2018-01-17

It is moved by Councillor Ryan, seconded by Councillor Lowensteyn

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil du lundi 22 janvier 2018 à 19 h 44, sous réserve du retrait du point H-3 : Établissement des dates de paiement des impôts fonciers pour l'année 2018.

TO adopt the agenda of the regular Council meeting of Monday, January 22, 2018 at 7:44 p.m., subject to the withdrawal of Item H-3: Establishment of the dates of payment of the 2018 municipal taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY RESOLVED

B. PÉRIODE DE QUESTIONS

C. QUESTION PERIOD

La mairesse annonce le début de la période de questions à 19h. Aucune question n'est posée.

The Mayor announced the beginning of the question period at 7:45 p.m.

No question was asked.

C. ADMINISTRATION

D. ADMINISTRATION

1. Paiement du boni 2017 au directeur général.

1. Payment of the 2017 bonus to the Director General.

ATTENDU QU'un contrat de travail est intervenu entre la Ville de Baie-D'Urfé et M.

WHEREAS an employment contract was entered into between the Town of Baie-D'Urfé



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL COUNCIL MINUTES



Jacques DesOrmeaux, directeur général en date du 30 mai 2016.

and Mr. Jacques DesOrmeaux, Director General, on May 30, 2016;

ATTENDU qu'une prime annuelle de rendement doit être payée au directeur général selon les termes de l'article 3 du contrat de travail.

WHEREAS an annual performance bonus must be paid to the Director General according to Section 3 of the employment contract.

2018-01-18

Il est proposé par la conseillère Phelps, appuyé par le conseiller Beauchamp

2018-01-18

It is moved by Councillor Phelps, seconded by Councillor Beauchamp

D'autoriser le paiement de la prime annuelle de rendement de 10 000 \$ à M. Jacques DesOrmeaux, directeur général, tel que stipulé au contrat de travail.

To authorize the payment of the annual performance bonus in the amount of \$10,000 to Mr. Jacques DesOrmeaux, Director General, as provided in the employment contract.

De verser un montant de 6 000 \$ en janvier 2018 et un montant de 4 000 \$ en juin 2018.

To pay the amount of \$6,000 in January 2018 and the amount of \$4,000 in June 2018.

Et d'imputer la dépense comme suit :

And to charge the expense as follows:

Source :	Fonds général
Chargé à:	02-130-10-141
6 000 \$	(Budget 2017)
4 000 \$	(Budget 2017)

Source:	General Fund
Charged at:	02-130-10-141
\$6,000	(2017 Budget)
\$4,000	(2017 Budget)

Un certificat de disponibilité de fonds a été délivré par la trésorière.

A certificate of availability of funds was issued by the Treasurer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY RESOLVED

2. Honoraires d'avocat de l'ex-conseiller de la ville, Peter Fletcher.

2. Lawyer's fee for former Councillor Peter Fletcher.

ATTENDU QUE, conformément à l'article 604.6 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. 19), toute municipalité doit assumer la défense d'un membre du conseil qui fait l'objet d'une poursuite intentée contre lui; [...] si la personne assume, elle-même ou par le procureur de son choix, cette défense ou représentation, la municipalité doit en payer les frais raisonnables.

WHEREAS in accordance with article 604.6 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, c. 19), a municipality shall assume the defence of a member of the council against whom an application has been brought; [...] where the person assumes, himself or through an attorney of his choice, the defence or representation, the municipality shall pay any reasonable costs incurred therefor.

ATTENDU QU'aux fins d'économie sur la facture, tous les conseillers faisant l'objet de la plainte, incluant l'ex-conseiller Peter Fletcher, étaient consentant d'être représentés par la même firme d'avocats, *Municonseil avocats inc.*;

WHEREAS in order to save money on the invoice, all Councillors who were part of the complaint, including former Councillor Peter Fletcher, had agreed to be represented by the same law firm, *Municonseil avocats inc.*;

ATTENDU QUE M. Fletcher a notifié la Ville de son intention de changer de firme et d'exercer son droit de retenir les services d'un avocat de son choix pour le représenter, quelques semaines avant l'audience devant la Commission municipale du Québec;

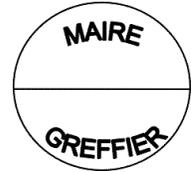
WHEREAS Mr. Fletcher had notified the Town of his intention to change the law firm and to exercise his right to retain the services of a lawyer of his choice to represent him, a few weeks prior to the hearing before the *Commission municipale du Québec*.

ATTENDU QUE la firme de son choix, *Legault Joly Thiffault*, a transmis une facture à la Ville pour la période allant du 10 au 28 novembre 2017, au montant de 22 800,36 \$;

WHEREAS the law firm of his choice, *Legault Joly Thiffault*, has submitted a bill to the Town in the amount of \$22,800.36 for the period from November 10 to 28, 2017;



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL COUNCIL MINUTES



ATTENDU QUE les frais d'honoraires de la firme *Municonseil* pour la période allant du 31 octobre au 28 novembre 2017 s'élevaient à 9 542,61 \$;

ATTENDU QUE le conseil estime que le montant de la facture de la firme *Legault Joly Thiffault* pour représenter M. Peter Fletcher n'est pas raisonnable du fait que l'ex-conseiller avait également bénéficié des services de *Municonseil* au cours de l'année 2017;

ATTENDU QU'une demande de conciliation a été déposée auprès du *Syndic du Barreau du Québec* en vue de contester le montant de la facture.

2018-01-19

Il est proposé par la conseillère Phelps, appuyé par la conseillère Gilpin

De ratifier la demande de conciliation déposée auprès du *Syndic du Barreau du Québec* en date du 16 janvier 2018.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Bien qu'elle ne soit pas tenue de le faire, la mairesse se prévaut de son droit de vote conformément à l'article 328 de la Loi sur les cités et villes.

3. Résolution visant à rejeter le budget 2018 de l'agglomération de Montréal tel que proposé.

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération de Montréal a déposé, le 10 janvier dernier, son budget 2018 qui, s'il est adopté, se traduira par une augmentation moyenne de 5,3 % des quotes-parts qui seront versées à l'agglomération par les 15 villes de banlieue de l'île de Montréal, soit un montant de trois fois supérieur au taux d'inflation de 1,7 % qui est prévu pour 2018;

ATTENDU QUE ledit budget d'agglomération 2018 a été préparé uniquement par la nouvelle administration Plante-Dorais, sans consultation préalable avec la Ville de Baie-D'Urfé, ni aucune autre des villes de banlieue;

ATTENDU QUE l'adoption du budget 2018 de l'agglomération de Montréal tel que proposé se traduira par une augmentation de plus que 625 000 \$ de la quote-part que devra verser la Ville, soit 5,7 % de plus qu'en 2017;

ATTENDU QUE le montant versé par la Ville à l'agglomération de Montréal en 2017 était de quelque 11,3M\$, soit 61,8 % de son budget total de 18,2M\$, ce qui, de l'avis du conseil, représente déjà plus que sa juste part des services dispensés par l'agglomération;

WHEREAS the lawyer's fees from the firm *Municonseil* for the period from October 31 to November 28, 2017 amounted to \$9,542.61;

WHEREAS Council consider that the amount of the invoice from the law firm *Legault Joly Thiffault* to represent Mr. Peter Fletcher is not reasonable since the former Councillor had also benefited from the services of *Municonseil* during the year 2017;

WHEREAS an application for conciliation has been filed with the *Syndic du Barreau du Québec* to contest the amount of the invoice.

2018-01-19

It is moved by Councillor Phelps, seconded by Councillor Gilpin

TO ratify the application for conciliation filed with the *Syndic du Barreau du Québec* on January 16, 2018.

UNANIMOUSLY RESOLVED

Although she is not required to do so, the Mayor availed herself of her right to vote, in accordance with section 328 of the Cities and Towns Act,

3. Resolution to reject the proposed 2018 Montreal Agglomeration budget

WHEREAS the Montreal Agglomeration Council deposited its 2018 Budget on January 10, 2018 which, if adopted, will result in an average increase of 5.3% to the Agglomeration's aliquot shares that will be assessed to the 15 suburban cities on the island of Montreal, an amount three times greater than the 1.7% rate of inflation projected for 2018;

WHEREAS said 2018 Montreal Agglomeration Budget was prepared by the new Plante-Dorais administration without any prior consultation with the Town of Baie-D'Urfé or any of the other suburban cities;

WHEREAS the adoption of the proposed 2018 Montreal Agglomeration Budget will result in a more than \$625,000 increase in the aliquot share that will be assessed to the Town (5.7% greater than 2017);

WHEREAS the Town's payment to the Montreal Agglomeration in 2017 was \$11.3M (61.8% of the total Town budget of \$18.2M) which, in Council's opinion, is already more than its fair share for services rendered by the Agglomeration;



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL COUNCIL MINUTES



ATTENDU QUE le conseil estime que cette nouvelle augmentation de plus que 625 000 \$ de la quote-part à verser à l'agglomération en 2018 est à la fois injuste et tout à fait inacceptable.

2018-01-20

Il est proposé par la conseillère Phelps, appuyé par le conseiller Doherty

QUE le conseil informe la mairesse de Montréal qu'il estime tout à fait inacceptables les augmentations des quotes-parts prévues au budget d'agglomération 2018;

QUE le conseil accorde son appui sans réserve à la mairesse Maria Tutino et à ses collègues, maires de l'Association des municipalités de banlieue, dans leurs efforts concertés de collaboration avec l'administration Plante-Dorais pour réexaminer le budget 2018 de l'agglomération de Montréal et y apporter les rajustements nécessaires afin qu'il se traduise par une augmentation moyenne des quotes-parts ne dépassant pas le taux d'inflation prévu en 2018; et

QUE des copies de la présente résolution soient envoyées à M. Geoffrey Kelley, député de Jacques-Cartier et ministre responsable des Affaires autochtones et M. Martin Coiteux, ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et ministre responsable de la région de Montréal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4. Avis de motion – Règlement établissant le Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Baie-D'Urfé.

ATTENDU QUE toute municipalité doit, avant le 1^{er} mars qui suit toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification.

Conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. 19), l'adoption de tout règlement doit être précédée de la présentation d'un projet de règlement lors d'une séance du conseil, ainsi que d'un avis de motion donné lors de la même séance ou d'une séance distincte.

La conseillère Phelps donne avis de l'intention de soumettre pour adoption à une séance ultérieure de ce conseil le *Règlement établissant le Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Baie-D'Urfé.*

WHEREAS the Council find this new increase of more than \$625,000 in the 2018 Agglomeration aliquot share both unfair and totally unacceptable;

2018-01-20

It is moved by Councillor Phelps, seconded by Councillor Doherty

THAT Council advise the Mayor of Montreal that it finds the proposed increase in the 2018 Agglomeration aliquot shares totally unacceptable; and

THAT Council render its full support to Mayor Maria Tutino and her fellow mayors of the Association of Suburban Municipalities in their collective efforts to collaborate with the Plante-Dorais administration to reexamine the 2018 Montreal Agglomeration Budget and make the necessary adjustments that will result in an average budget increase to our aliquot shares that will not exceed the projected 2018 rate of inflation; and

THAT copies of this resolution be sent to Mr. Geoffrey Kelley, MNA for Jacques-Cartier and Minister responsible for Native Affairs and to Mr. Martin Coiteux, Minister of Municipal Affairs and Land Occupancy and Minister responsible for the Montreal region.

UNANIMOUSLY RESOLVED

4. Notice of motion – By-law establishing the Code of ethics and conduct of elected municipal officers of the Town of Baie-D'Urfé.

WHEREAS every municipality must, before March 1st following a general election, adopt a revised Code of ethics and conduct to replace the one in force, with or without amendments.

In accordance with section 356 of the *Cities and Towns Act*, the passing of every by-law must be preceded by the tabling of a draft by-law at a sitting of the council and a notice of motion must be given at the same sitting or at a separate sitting.

Councillor Phelps gave notice of the intention to submit for adoption at a subsequent meeting of this Council *By-law establishing the Code of ethics and conduct of elected municipal officers of the Town of Baie-D'Urfé.*



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL COUNCIL MINUTES



Ce projet de règlement vise à énoncer les principales valeurs de la municipalité en matière d'éthique ainsi que :

1° les règles qui doivent guider la conduite d'une personne à titre de membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou, en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme; et

2° les règles qui doivent guider la conduite de cette personne après la fin de son mandat de membre d'un conseil de la municipalité.

Le projet de *Règlement établissant le Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Baie-D'Urfé* est déposé.

E. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET CIRCULATION

1. Entente inter municipale concernant l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radiocommunication vocale SÉRAM avec la Ville de Montréal

ATTENDU QUE la Ville de Baie-D'Urfé souhaite assurer la sécurité de ses citoyens;

ATTENDU QUE la Ville de Baie-D'Urfé doit améliorer son système de radio communication entre les différents utilisateurs.

ATTENDU QUE, dans le cadre du projet SÉRAM, la Ville de Montréal prévoit la possibilité pour toute ville liée d'acquérir un système de radiocommunication vocale ainsi que les services de support et de maintenance qui lui sont reliés;

ATTENDU QUE la Ville de Baie-D'Urfé désire acheter un système de radiocommunication vocale (TDU et accessoires) prévu au contrat en vue d'utiliser le SÉRAM.

2018-01-21

Il est proposé par le conseiller Beauchamp, appuyé par la conseillère Gilpin

D'autoriser le directeur général, M. Jacques DesOrmeaux, à signer, pour et au nom de la Ville, l'entente intermunicipale concernant l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radiocommunication vocale à la Ville de Montréal pour une période se terminant le 20 juin 2023;

D'autoriser le paiement de 90 162,93 \$ à la Ville de Montréal et les fournisseurs proposés pour la fourniture de l'équipement et l'entretien du système de radio communication vocale;

Et d'imputer la dépense au budget 2018 comme suit :

The object of this draft by-law is to set out the main ethical values of the municipality, as well as:

(1) the rules that must guide the conduct of individuals as members of a council, committee or commission of the municipality or as members of another body in their capacity as council member; and

(2) the rules that must guide the conduct of those individuals after the expiry of their term as council member.

Draft By-law establishing the Code of ethics and conduct of elected municipal officers of the Town of Baie-D'Urfé is tabled.

E. PUBLIC SECURITY AND TRAFFIC

1. Intermunicipal agreement regarding the acquisition, installation and maintenance of a vocal radio communication SERAM with Ville de Montréal.

WHEREAS the Town of Baie-D'Urfé wishes to ensure the safety of its citizens;

WHEREAS the Town of Baie-D'Urfé must improve its system of radio communication between the different users.

WHEREAS, within the framework of the SÉRAM project, the City of Montréal provides for the possibility for any related municipality to acquire a vocal radio communication system and related support and maintenance services;

WHEREAS the Town of Baie-D'Urfé wishes to purchase a vocal radio communication system (TDU and accessories) provided for in the contract to use the SERAM.

2018-01-21

It is moved by Councillor Beauchamp, seconded by Councillor Gilpin

TO authorize the Director General, Jacques DesOrmeaux, to sign, for and on behalf of the Town, the intermunicipal agreement regarding the acquisition, installation and maintenance of a vocal radio communication SERAM for a period ending June 20, 2023;

TO authorize the payment of \$90,162.93 to Ville de Montréal and the proposed suppliers for the supply of the equipment and the maintenance of the vocal radio communication system;

And to charge the expense to the 2018 Budget as follows:



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL
COUNCIL MINUTES



Source : Fonds de roulement
Chargé 63 099,56 \$ à : 55-911-00-000

Source: Working Fund
Charged \$63,099.56 to: 55-911-00-000

Source : Fonds général
Chargé à : 02-230-30-331
Montant récurrent (entretien) : 17 978,37 \$
Montant récurrent (licence) : 9 085,00 \$

Source: General Fund
Charged to: 02-230-30-331
Recurrent amount (maintenance): \$17,978.37
Recurrent amount (license) \$9,085.00

Que le fonds de roulement soit remboursé sur une période de 5 ans à compter de l'exercice financier 2019.

THAT the Working Fund be reimbursed over a period of 5 years, as of the 2019 fiscal year.

Un certificat de disponibilité de fonds a été délivré par la trésorière.

A certificate of availability of funds was issued by the Treasurer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY RESOLVED

2. Octroi de contrat – TP-2017-DG-03 – Service de patrouille et de surveillance du parc industriel.

2. Awarding of contract – TP-2017-DG-03 – Patrol and surveillance service of the Industrial Park.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 573.1.0.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), dans le cas de l'adjudication d'un contrat relatif à la fourniture de services professionnels, le conseil doit utiliser un système de pondération et d'évaluation des offres;

WHEREAS, according to article 573.1.0.1.2 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, chapter C-19), where a contract for professional services is to be awarded, the council must use the system of bid weighting and evaluating;

ATTENDU QUE le conseil a approuvé le système de pondération et d'évaluation des offres préparé par le directeur général dans le cadre d'un appel d'offres pour un **service de patrouille et de surveillance dans le Parc industriel de la Ville de Baie-D'Urfé (appel d'offres 2017-DG-03)**, conformément à la résolution n° 2017-12-258 adoptée lors de la séance ordinaire du 12 décembre 2017;

WHEREAS Council has approved the system of bid weighting and evaluating prepared by the Director General as part of the call for tenders for the **Patrol and surveillance service of the Industrial Park of the Town of Baie-D'Urfé (Tenders 2017-DG-03)**, as per resolution No. 2017-12-258 adopted at the regular meeting held on December 12, 2017;

ATTENDU la réception et l'ouverture de cinq (5) soumissions le 15 janvier 2018;

WHEREAS five (5) tenders were received and opened on January 15, 2018;

ATTENDU QU'au terme de l'analyse qualitative des soumissions, la secrétaire du comité de sélection a déposé au conseil son rapport indiquant le pointage intérimaire des 5 soumissions et le pointage final des quatre (4) soumissionnaires dont les enveloppes contenant le prix proposé ont été ouvertes :

WHEREAS at the end of the qualitative analysis of the bids, the secretary of the selection committee has tabled before the Council her report containing the interim score of the 5 tenders and the final score of the four (4) tenders whose envelope containing the proposed price were opened:

Soumissionnaires / Tenders	Pointage final/ Final score	Rang final/ Final rank
AXIA Services	4.363	1
G4S solutions de sécurité (Canada) Ltée	3.856	2
Gestion Serca Inc.	3.815	3
Groupe de sécurité Garda SENC	3.615	4

ATTENDU les recommandations du Comité de sélection qui s'est tenu le 16 janvier 2018 et du directeur général, monsieur Jacques DesOrmeaux;

WHEREAS the recommendations of the Selection Committee at its meeting held on January 16, 2018 and of the Director General, Mr. Jacques DesOrmeaux;

2018-01-22
Il est proposé par le conseiller Beauchamp appuyé par le conseiller Doherty

2018-01-22
It is moved by Councillor Beauchamp, seconded by Councillor Doherty



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL
COUNCIL MINUTES



De retenir la soumission conforme ayant obtenu le meilleur pointage et d'adjuger à AXIA Services le contrat pour le Service de patrouille et de surveillance dans le parc industriel pour une durée de deux ans au montant de 376 792,63 \$;

D'autoriser le directeur général à signer tout document relatif à ce projet;

D'imputer la dépense de 186 123,26 \$ pour l'exercice financier 2018 comme suit:

Source: Fonds général
Charger à: 02-621-00-345

Un certificat de disponibilité des fonds a été délivré par la trésorière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

F. PARCS, LOISIRS ET ENVIRONNEMENT

1. Mandat à la firme *Axio environnement* pour signer, au nom de la Ville, les demandes et les permis requis pour le projet de stabilisation des berges (TP-2017-09).

ATTENDU QUE le conseil a octroyé le contrat de service de consultants à *Axio Environnement* pour le **projet de stabilisation des berges (appel d'offres n° TP-2017-09)**, conformément à la résolution n° 2017-09-200 adoptée lors de la séance ordinaire du 12 septembre 2017;

ATTENDU QUE *Axio environnement* a besoin de l'autorisation de signer, au nom de la Ville de Baie-D'Urfé, les demandes et permis auprès des différents ministères.

2018-01-23

Il est proposé par la conseillère Lowensteyn, appuyé par le conseiller Beauchamp

D'autoriser Amélie Paiement ou Marco Binet de la firme *Axio environnement* à signer toute demande de certificat d'autorisation ou d'autorisation au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* et au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs en vertu de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* et à signer tous les documents exigés en vertu de l'article 115.8 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* dans le cadre de l'appel d'offres pour les **Services de consultants pour le projet de stabilisation de berges (TP-2017-09)**.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

To select the compliant tender with the highest score and to award to AXIA Services the contract for the Patrol and surveillance service in the industrial park for a period of two years in the amount of \$376,792.63;

To authorize the Director General to sign any document relating to this project.

And to charge the expense of \$186,123.26 to the 2018 Budget as follows:

Source: General Fund
Charged to: 02-621-00-345

A certificate of availability of funds was issued by the Treasurer.

UNANIMOUSLY RESOLVED

F. PARKS, RECREATION AND ENVIRONMENT

1. Mandate to the firm *Axio environnement* to sign, on behalf of the Town, the requests and permits required for the stabilization project of the shoreline (TP-2017-09).

WHEREAS Council awarded the consulting service contract to *Axio Environnement*, for the **stabilization project of the shoreline (Tender No. TP-2017-09)**, as per resolution No. 2017-09-200 adopted at its regular meeting held on September 12, 2017;

WHEREAS *Axio environnement* require the authorization to sign the requests and permits from the different ministries, on behalf of the Town of Baie-D'Urfé,

2018-01-23

It is moved by Councillor Lowensteyn, seconded by Councillor Beauchamp

To authorize Amélie Paiement or Marco Binet of the firm *Axio environnement* to sign any application for a certificate of authorization or authorization to the Minister of Sustainable Development, Environment and the Fight Against Climate Change under the *Act respecting the quality of the environment* and to the Minister of Forests, Wildlife and Parks under the *Wildlife Conservation and Enhancement Act* and to sign all documents required under section 115.8 of the *Environmental Quality Act* as part of the tender for the **Consulting Services for the Stabilization Project of the Shoreline (TP-2017-09)**.

UNANIMOUSLY RESOLVED



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL
COUNCIL MINUTES



**G. SERVICES AUX CITOYENS ET
AFFAIRES COMMUNAUTAIRES**

1. Approbation d'une contribution financière à la Fédération du hockey mineur du Lakeshore et à l'Association de ringuette de Beaconsfield-Kirkland.

ATTENDU QUE la Ville de Baie-D'Urfé veut soutenir la pratique sportive auprès de la jeunesse locale;

ATTENDU QUE la Ville de Baie-D'Urfé fait partie de réseaux avec d'autres villes afin de minimiser les coûts de participation des citoyens aux activités;

ATTENDU QUE la Ville veut octroyer des subventions, conformément au budget 2018.

2018-01-24

Il est proposé par la conseillère Lowensteyn, appuyé par la conseillère Phelps

D'octroyer une subvention de 19 842,62 \$ à la Fédération de hockey mineur du Lakeshore et d'imputer cette dépense comme suit :

Source : Fonds général (budget 2018)
Charger à : 02-702-90-970

Un certificat de disponibilité des fonds a été délivré par la trésorière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2018-01-25

Il est proposé par la conseillère Lowensteyn, appuyé par le conseiller Beauchamp

D'octroyer une subvention de 2 550,00 \$ à l'Association de ringuette de Beaconsfield-Kirkland et d'imputer cette dépense comme suit :

Source : Fonds général (budget 2018)
Charger à : 02-702-90-970

Un certificat de disponibilité des fonds a été délivré par la trésorière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2. Approbation d'une subvention annuelle à la Bibliothèque de Baie-D'Urfé.

2018-01-26

Il est proposé par la conseillère Phelps, appuyé par la conseillère Lowensteyn

**G. CITIZEN SERVICES AND COMMUNITY
AFFAIRS**

1. Approval of a financial grant to the Lakeshore Minor Hockey Federation and the Beaconsfield-Kirkland Ringuette Association.

WHEREAS the Town of Baie-D'Urfé wants to support the sporting practice with local youth;

WHEREAS the Town of Baie-D'Urfé is part of networks with other cities in order to minimize the costs of citizen participation in activities;

WHEREAS the City wishes to award grants, as provided for in the 2018 budget.

2018-01-24

It is moved by Councillor Lowensteyn, seconded by Councillor Phelps

To award a grant in the amount of \$19,842.62 to the Lakeshore Minor Hockey Federation and to charge this expense as follows:

Source: General Funds (2018 Budget)
Charge to: 02-702-90-970

A certificate of availability of funds was issued by the Treasurer.

UNANIMOUSLY RESOLVED

2018-01-25

It is moved by Councillor Lowensteyn, seconded by Councillor Beauchamp

To award a grant in the amount of \$2,550 to the Beaconsfield-Kirkland Ringuette Association and to charge this expense as follows:

Source: General Funds (2018 Budget)
Charge to: 02-702-90-970

A certificate of availability of funds was issued by the Treasurer.

UNANIMOUSLY RESOLVED

2. Approval of the annual grant to the Baie-D'Urfé Library.

2018-01-26

It is moved by Councillor Phelps, seconded by Councillor Lowensteyn



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL
COUNCIL MINUTES



D'octroyer une contribution financière de 130 000 \$ à la Bibliothèque de Baie-D'Urfé pour l'année 2018;

DE verser un montant de 78 000 \$ en janvier 2018 et un montant de 52 000 \$ en juin 2018; et

D'imputer ces dépenses comme suit :

Source : Fonds général (budget 2018)
Charger à: 02-702-90-970

Un certificat de disponibilité des fonds a été délivré par la trésorière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3. Contribution financière à l'Association des résidents de Baie-D'Urfé pour l'activité Winterfest 2018.

2018-01-27

Il est proposé par la conseillère Lowensteyn, appuyé par le conseiller Doherty

D'autoriser l'Association des résidents de Baie-D'Urfé d'organiser leur évènement annuel *Winterfest* sur le territoire de la Ville, le samedi 10 février 2018;

D'autoriser l'administration de la Ville à fournir le support nécessaire à la réalisation de cet évènement; et

D'octroyer une contribution financière à l'Association des résidents de Baie-D'Urfé au montant de 1 500 \$ et d'imputer cette dépense comme suit :

Source : Fonds général (budget 2018)
Charger à: 02-701-70-959

Un certificat de disponibilité des fonds a été délivré par la trésorière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4. Contribution financière à l'escouade de Sauvetage Baie-D'Urfé pour la fête de Noël 2017.

2018-01-28

Il est proposé par le conseiller Beauchamp, appuyé par la conseillère Phelps

D'approuver la contribution financière au montant de 750 \$ pour la fête de Noël de l'escouade de Sauvetage de Baie-D'Urfé et d'imputer cette dépense comme suit :

Source : Fonds général (budget 2017)
Charger à: 02-702-90-970

To award a financial grant in the amount of \$130,000 to Baie-D'Urfé Library for the 2018 fiscal year:

TO pay the amount of \$78,000 in January 2018 and the amount of \$52,000 in June 2018; and

To charge these expenses as follows:

Source: General Funds (2018 Budget)
Charge to: 02-702-90-970

A certificate of availability of funds was issued by the Treasurer.

UNANIMOUSLY RESOLVED

3. Financial contribution to the Baie-D'Urfé Citizens' Association for the 2018 Winterfest event

2018-01-27

It is moved by Councillor Lowensteyn, seconded by Councillor Doherty

TO authorize the Baie-D'Urfé Citizens' Association to hold their annual *Winterfest* event on the territory of the Town, on Saturday, February 10, 2018;

TO authorize the Town administration to provide the necessary support for the realization of this event; et

TO award a financial contribution to the Baie-D'Urfé Citizens' Association in the amount of \$1,500 and to charge the expense as follows:

Source: General Funds (2018 Budget)
Charge to: 02-701-70-959

A certificate of availability of funds was issued by the Treasurer.

UNANIMOUSLY RESOLVED

4. Financial contribution to Baie d'Urfé Rescue Squad for the 2017 Christmas Party

2018-01-28

It is moved by Councillor Beauchamp, seconded by Councillor Phelps

To approve the financial support in the amount of \$750 for the Christmas party of the Baie-D'Urfé Rescue Squad and to charge the expense as follows:

Source: General Funds (2017 Budget)
Charge to: 02-702-90-970



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL
COUNCIL MINUTES



Un certificat de disponibilité des fonds a été délivré par la trésorière.

A certificate of availability of funds was issued by the Treasurer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY RESOLVED

5. Contribution financière à la Bibliothèque de Baie-D'Urfé pour la soirée des bénévoles de 2017.

5. Financial contribution to the Baie d'Urfé Library for the 2017 Library Volunteer Reception

2018-01-29

Il est proposé par la conseillère Phelps, appuyé par le conseiller Doherty

2018-01-29

It is moved by Councillor Phelps, seconded by Councillor Doherty

D'approuver la contribution financière au montant de 750 \$ pour la soirée des bénévoles de la bibliothèque de Baie-D'Urfé et d'imputer cette dépense comme suit :

To approve the financial support in the amount of \$750 for the Baie-D'Urfé Library Volunteer Reception and to charge the expense as follows:

Source : Fonds général (budget 2017)
Charger à : 02-702-90-970

Source: General Funds (2017 Budget)
Charge to: 02-702-90-970

Un certificat de disponibilité des fonds a été délivré par la trésorière.

A certificate of availability of funds was issued by the Treasurer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY RESOLVED

H. FINANCES

H. FINANCE

1. Approbation de la liste des dépenses pour le mois de décembre 2017.

1. Approval of the list of expenses for the month of December 2017.

2018-01-30

Il est proposé par la conseillère Gilpin, appuyé par la conseillère Ryan

2018-01-30

It is moved by Councillor Gilpin, seconded by Councillor Ryan

D'approuver la liste des dépenses pour le mois de décembre 2017 au montant de 1 795 233,39 \$ avec les détails suivants :

TO approve the list of expenses for the month of December 2017 in the amount of \$1,795,233.39 with the following details:

Chèques : 1 572 668,16 \$
Chèques annulés : (12 040,12) \$
Débit direct : 234 605,35 \$

Cheques: \$1,572,668.16
Cancelled cheques: \$ (12,040.12)
Direct debit: \$ 234,605.35

TOTAL : 1 795 233,39 \$

TOTAL: \$1,795,233.39

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY RESOLVED

2. Adoption – Règlement imposant la taxe foncière générale pour 2018 et comportant d'autres mesures fiscales.

2. Adoption – By-law imposing the general real estate tax for 2018 and including other fiscal measures.

ATTENDU QUE, lors de la séance extraordinaire tenue le 15 janvier 2018, la conseillère Gilpin a présenté un projet de *Règlement imposant la taxe foncière générale pour 2018 et comportant d'autres mesures fiscales*, et a donné avis de l'intention de le soumettre pour adoption à une séance distincte.

WHEREAS at the special Council meeting held on January 15, 2018, Councillor Gilpin tabled a draft *By-law imposing the general real estate tax for 2018 and including other fiscal measures*, and gave notice of motion of the intention to submit said by-law for adoption at a subsequent meeting.



PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL COUNCIL MINUTES



Ce règlement vise à déterminer les taux de taxe foncière sur les immeubles situés sur le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé pour l'année financière 2018.

ATTENDU QUE des copies du règlement ont été remises à tous les membres du conseil et sont mises à la disposition du public présent à la réunion.

2018-01-31

Il est proposé par la conseillère Gilpin, appuyé par le conseiller Doherty

QUE le *Règlement imposant la taxe foncière générale pour 2018 et comportant d'autres mesures fiscales* soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3. Établissement des dates de paiement des impôts fonciers pour l'année 2018.

Ce point est retiré de l'ordre du jour.

N. LEVÉE DE SÉANCE

2018-01-32

Il est proposé par le conseiller Beauchamp, appuyé par la conseillère Phelps

DE lever la séance à 20 h 24.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Maria Tutino
Mairesse / Mayor

The object of this by-law is to fix the real estate tax rates on the properties located on the territory of the Town of Baie-D'Urfé for the fiscal year 2018.

WHEREAS copies of this by-law were given to all members of Council and are made available to the public present at this meeting.

2018-01-31

It is moved by Councillor Gilpin, seconded by Councillor Doherty

THAT *By-law imposing the general real estate tax for 2018 and including other fiscal measures* be adopted.

UNANIMOUSLY RESOLVED

3. Establishment of the dates of payment of the 2018 municipal taxes.

This item is withdrawn from the agenda.

I. CLOSING OF THE MEETING

2018-01-32

It is moved by Councillor Beauchamp, seconded by Councillor Phelps

TO close the Council meeting at 8:24 p.m.

UNANIMOUSLY RESOLVED

Cassandra Comin Bergonzi
Greffière / Town Clerk